Classement mondial de la liberté de la presse 2011–2012 : Burundi 130è

Reporters sans frontiÃ¨res, 25 janvier 2012En Afrique, les Ã©carts se creusent entre bons et mauvais Ã©lÃ¨vesChutes vertigineuses de pays ayant rÃ©primÃ© des contestations populaires Si le printemps arabe de 2011 nâ€™a pas dÃ©bordÃ© en Afrique subsaharienne au point de faire tomber des gouvernements, certains rÃ©gimes ont fait face Ã de fortes revendications politiques et sociales. Les journalistes couvrant ces manifestations ont souvent subi de plein fouet la rÃ©ponse brutale apportÃ©e par les forces de police, promptes Ã rÃ©primer sans discernement et Ã sâ€™en prendre aux tÃ© gÃªnants.
Cela a Ã©tÃ© le cas en Angola (132e) oÃ¹ plusieurs journalistes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s pendant les manifestations, en septembre Entre lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle de fÃ©vrier â€“ marquÃ©e par des violences et la surveillance de journalistes â€“ et la rÃ© brutale des "Walk-to-Work protests", plus tard dans lâ€™annÃ©e, au cours desquelles des dizaines de journalistes ont Ã©tÃ© interpellÃ©s, 2011 restera un mauvais souvenir pour la presse en Ouganda (139e), qui perd 43 places. Pire encore pour le Malawi (146e) qui enregistre la plus forte chute au niveau mondial en perdant 67 places. Pendant lâ€™Ã©tÃ©, les journalistes ont Ã©tÃ© victimes de la rÃ©pression au mÃªme titre que les manifestants. Plusieurs reporters ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s et malmen Du matÃ©riel a Ã©tÃ© cassÃ©. En septembre, lâ€™Ã©tudiant et blogueur Robert Chasowa a Ã©tÃ© retrouvÃ© mort, sans dou Les mÃ©dias qui souhaitent enquÃªter sur cette affaire sont intimidÃ©s. Tout ceci alors que la lÃ©gislation sur la presse sâ€™e fortement durcie en dÃ©but dâ€™annÃ©e, entraÃ®nant certains partenaires europÃ©ens Ã suspendre une partie de leur aide. pays les plus fermÃ©s et autoritaires en queue de classementPour le contrÃ´le quâ€™exercent les autoritÃ©s sur les mÃ©dias libertÃ© dâ€™expression en gÃ©nÃ©ral, Reporters sans frontiÃ¨res juge la situation "trÃ¨s grave" au Rwanda (156e) et en Guin Ã©quatoriale (161e). Perdant 49 places, Djibouti (159e) vient sâ€™immiscer entre ces deux pays. Le chef de lâ€™Ã‰tat, Ismae Omar Guelleh, a Ã©tÃ© rÃ©Ã©lu dÃ©but 2011 au terme dâ€™une Ã©lection prÃ©sidentielle jouÃ©e dâ€™avance et sans poss lâ€™opposition de sâ€™exprimer dans les mÃ©dias. La presse libre nâ€™existe pas, six collaborateurs dâ€™une radio en exil emprisonnÃ©s pendant quatre mois, les rÃ©seaux sociaux ont Ã©tÃ© surveillÃ©s pour Ã©touffer les contestations.La prÃ©sen la CÃ´te dâ€™Ivoire (159e, ex Ã¦quo avec Djibouti) au sein de ce groupe ne doit tromper personne. Dans ce pays, la presse existe lÃ oÃ¹ chez Teodoro Obiang Nguema ou Ismael Omar Guelleh elle nâ€™existe pas, et elle sâ€™exprime lÃ oÃ¹ chez Pa KagamÃ© cela lui est trÃ¨s difficile. Mais la CÃ´te dâ€™Ivoire paie un premier semestre 2011 qui fut dramatique pour la presse lorsque la crise postÃ©lectorale sâ€™est soldÃ©e par des pressions en tout genre sur les rÃ©dactions, des actes de violence e les assassinats dâ€™un journaliste et dâ€™un collaborateur des mÃ©dias. Pendant la bataille dâ€™Abidjan, dÃ©but avril, il Ã© impossible pour un journaliste de sortir et de traverser la ville.InsÃ©curitÃ©, censure et prisonÂ : trois pays dâ€™Afrique de lâ€™ aux derniÃ¨res places du continentAnnÃ©e aprÃ¨s annÃ©e, les professionnels de lâ€™information sont exposÃ©s au chaos et lâ€™anarchie qui rÃ¨gnent en Somalie (164e), pays en guerre, sans gouvernement stable depuis 1991. En 2011, Ã Mogadiscio, quatre journalistes ont Ã©tÃ© tuÃ©s. La pratique de la censure prÃ©alable et les suspensions de journaux, auxquelles se sont ajoutÃ©s des interpellations de journalistes, des dÃ©tentions et des mauvais traitements, justifient le trÃ¨s mauvais score du Soudan dâ€™Omar el-BÃ©chir (170e). Enfin lâ€™Ã‰rythrÃ©e (179e) occupe pour la cinquiÃ¨me annÃ© consÃ©cutive la derniÃ¨re place de ce classement mondial. Ce pays, dictature totalitaire de la corne de lâ€™Afrique, subit lâ€™Ã©touffoir dans lequel le prÃ©sident Issaias Afeworki lâ€™a plongÃ©. Comme les autres libertÃ©s, celle dâ€™exprimer s nâ€™existe pas. Une trentaine de journalistes au moins sont emprisonnÃ©s, certains depuis plus de dix ans, dans des conditions effroyables.Ã€ lâ€™autre extrÃªme de ce classement, plusieurs pays dâ€™Afrique confirment lâ€™enracinement de respect pour la libertÃ© de lâ€™information ou enregistrent des progrÃ¨s notables.Le groupe des bons Ã©lÃ¨ves sâ€™Ã©largit trouve en 2011 davantage de pays africains dans le top 50 (9 contre 7 lâ€™an passÃ©), de mÃªme que dans le top 100 (27 contre 24 en 2010). Le premier Ã‰tat non-europÃ©en du classement vient dâ€™Afrique et il fait partie des dix pays au monde l plus respectueux de la libertÃ© de la presse. Il sâ€™agit du Cap-Vert (9e), dÃ©mocratie en bonne santÃ©, modÃ¨le de bonne gouvernance, oÃ¹ lâ€™alternance fait partie de la vie politique, ce quâ€™a encore prouvÃ© lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle de l Les journalistes y sont pleinement libres et lâ€™accÃ¨s de toutes les forces politiques aux mÃ©dias publics est garanti. La Namibie (20e) occupe Ã©galement une trÃ¨s bonne place, devant le Japon ou le Royaume-Uni par exemple.Le Botswana (42e), qui enregistre une progression de 20 places, et les Comores (45e), qui gagnent 25 places, se rapprochent du Mali (25e) et du Ghana (41e) â€“ traditionnels moteurs du continent en matiÃ¨re de respect des journalistes.Une progression spectaculaire et des percÃ©es notablesLe Niger (29e) effectue la plus forte progression mondiale avec un bond de 75 places. La presse Ã©volue dans un contexte Ã©conomique prÃ©caire, mais elle est libre et bÃ©nÃ©ficie dâ€™une lÃ©gislation favorable. Les violations ont presque disparu. Lâ€™amÃ©lioration sâ€™observe tant au niveau des mesures concrÃ¨tes que de symboles. En fin dâ€™annÃ©e, le prÃ©sident Mahamadou Issoufou, Ã©lu au printemps, a Ã©tÃ© le premier chef dâ€™Ã‰tat A DÃ©claration de la Montagne de la Table, sâ€™engageant ainsi Ã promouvoir la libertÃ© de la presse. Dâ€™autres chefs dâ€™ pourraient lâ€™imiter, comme par exemple Mohamed Ould Abdel Aziz, prÃ©sident de la Mauritanie (67e). Dans ce pays, lâ€™adoption dâ€™une loi sur la presse Ã©lectronique, la libÃ©ralisation de lâ€™audiovisuel, et un nombre dâ€™incidents limi de gagner 28 places, une progression qui doit Ãªtre confirmÃ©e.PlombÃ© en 2010 par le dÃ©cÃ¨s en dÃ©tention du journaliste Bibi Ngota, le Cameroun (97e) regagne une place honorable mÃªme si toute la lumiÃ¨re doit encore Ãªtre faite sur ce drame ainsi que sur le dÃ©cÃ¨s, en novembre 2011, du journaliste anti-corruption et correspondant de Reporters sans frontiÃ¨res, Jules Koum Koum. Ce pays a par ailleurs cruellement besoin de rÃ©formesÂ : dÃ©pÃ©nalisation des dÃ©lits de presse et modernisation de la loi sur la communication. AprÃ¨s sa chute consÃ©cutive Ã la crise de 2009, Madagascar (84e) continue de progresser, mais lâ€™annÃ©e Ã©lectorale 2012 sera pleine dâ€™enjeux.Dans le ventre mouLâ€™absence d majeurs pour les mÃ©dias au SÃ©nÃ©gal (75e) permet au pays de gagner 18 places, mais la situation demeure fragile, Ã un mois dâ€™une Ã©lection prÃ©sidentielle qui sâ€™annonce tendue. Comme au Cameroun, les autoritÃ©s de Dakar ne se sont pas rÃ©solues Ã protÃ©ger les journalistes contre les peines de prison en dÃ©pÃ©nalisant les dÃ©lits de presse. En dÃ©pit dâ usage abusif de poursuites judiciaires contre les mÃ©dias, le Liberia (110e) est un pays oÃ¹ la presse peut exercer librement, mais qui perd cette annÃ©e vingt-six places en raison des suspensions de mÃ©dias et des agressions de

journalistes qui ont Ã©maillÃ© la rÃ©Ã©lection de la prÃ©sidente Ellen Johnson Sirleaf, en octobre et novembre, suite au boyco
du scrutin par son opposant Winston Tubman.Enfin, indÃ©pendant depuis le 9 juillet 2011, le Soudan du Sud (111e) fait
son apparition pour la premiÃ¨re fois dans ce classement mondial Ã une place honorable. Le dÃ©fi de ce pays est de
construire un Ã‰tat solide et viable, dans un environnement rÃ©gional trÃ¨s instable, tout en garantissant la libertÃ©
dâ€™expression. Juba doit absolument Ã©viter de plonger lÃ oÃ¹ ont sombrÃ© ses voisins.Lire la version complÃ¨teÂ